

Mémoire de Greenpeace Canada sur la réduction des émissions découlant de l'application d'engrais dans le secteur agricole canadien

Introduction

Le Canada s'est engagé à atteindre des émissions nettes nulles d'ici 2050. À l'heure [actuelle](#), [10 %](#) des émissions produites au pays proviennent de la culture et de l'élevage, et ce même en excluant les émissions issues de la production d'engrais et de l'utilisation de combustibles fossiles. [Environ un tiers](#) de ces émissions proviennent de l'oxyde nitreux (N₂O), ce qui en fait une priorité évidente en matière de politique climatique.

L'oxyde nitreux, libéré par les engrais azotés lors de leur application, est un gaz à effet de serre [250 fois](#) plus puissant que le dioxyde de carbone (CO₂). À l'échelle mondiale, les engrais azotés synthétiques sont un facteur important de la crise climatique, puisqu'ils contribuent à [2,4 %](#) des émissions mondiales de gaz à effet de serre. La nécessité d'utiliser de grandes quantités de combustibles fossiles pour leur production, notamment du gaz naturel, a conduit plusieurs critiques à les qualifier d'« engrais fossiles ». Les émissions du sol et les émissions liées à la production de ces engrais [représentent](#) respectivement environ deux tiers et un tiers de leurs émissions globales.

En réponse à la consultation publique concernant le document de travail d'Agriculture et Agroalimentaire Canada intitulé [Réduction des émissions découlant de l'application d'engrais dans le secteur agricole canadien](#), Greenpeace Canada recommande les sept priorités suivantes pour un système alimentaire à faible émission de fertilisants synthétiques et favorisant un environnement et des communautés saines.

1. Réduire les émissions découlant de l'application d'engrais d'au moins 50 % par rapport d'ici 2030

Greenpeace International, GRAIN et l'Institute for Agriculture and Trade Policy (IATP) ont révélé dans une [étude réalisée en 2021](#) que le taux d'émissions dues aux engrais azotés synthétiques au Canada [figure parmi les plus élevés](#) au monde par habitant. L'énorme consommation et production de ces engrais au Canada contribue à 2,9 % des émissions mondiales alors que le pays ne compte que 0,4 % de la population mondiale.

À la lumière de ces émissions disproportionnées d'engrais azotés au Canada et de la réticence [apparente](#) du gouvernement fédéral à fixer des objectifs significatifs ailleurs pour le secteur agricole, nous recommandons d'augmenter l'objectif proposé de réduction des émissions absolues à un minimum de 50 % par rapport aux niveaux de 2020 d'ici 2030. L'agriculture industrielle au Canada est l'un des plus grands émetteurs au monde d'engrais azotés, et par conséquent, des réductions rapides sont plus urgentes ici que presque partout ailleurs dans le

monde. En effet, selon des [rapports récents](#), l'agriculture est l'un des rares secteurs au Canada à avoir connu une augmentation des émissions en 2020.

2. Réduire les émissions absolues plutôt que de miser sur des émissions plus efficaces

L'industrie des engrais chimiques a exercé un [lobbying vigoureux](#) contre les réductions d'émissions absolues et pour améliorer l'« intensité des émissions ». Cependant, un système alimentaire à faibles émissions est synonyme d'un système alimentaire à faibles intrants, et nécessite donc de fortes réductions en ce qui concerne l'emploi d'engrais azotés synthétiques. Tout comme [pour d'autres secteurs](#), la compensation carbone ne peut se substituer à la réduction des émissions agricoles.

Il est donc essentiel, pour la crédibilité et l'efficacité des plans climatiques du gouvernement, de fixer des objectifs clairs de réduction absolue des émissions. De façon alternative, nous pourrions en fait voir l'utilisation d'engrais artificiels (et les émissions qui en découlent) augmenter, bien qu'avec une utilisation légèrement plus efficace dans un contexte d'agriculture industrielle en expansion. Ce n'est pas une solution sérieuse pour le climat.

3. Réduire les émissions des fermes industrielles

Un pourcentage croissant du bétail mondial est désormais élevé dans des fermes industrielles et des parcs d'engraissement qui dépendent de l'alimentation fourragère industrielle. Les fermes industrielles qui cultivent des plantes fourragères utilisent des engrais azotés synthétiques plutôt que du fumier animal qui aurait normalement fourni les champs en azote.

Selon une nouvelle étude commandée par Greenpeace Canada et Protection mondiale des animaux Canada (WAPC), les émissions liées à la production de nourriture pour le bétail représentent environ 28 % de toutes les émissions liées à la production agricole au Canada¹, ce qui signifie qu'environ 8,38 millions de tonnes d'équivalent CO₂ sont émises annuellement par la production d'aliments pour le bétail². Environ 85 % de ces émissions proviennent de la production et de l'application d'engrais azotés³.

Comme l'a récemment écrit l'[Union nationale des fermiers](#), « nous devons apporter des changements aux systèmes de production bovine si nous voulons réduire les émissions agricoles globales conformément aux engagements du Canada et aux limites planétaires ». Si l'élevage bovin contribue à près de 50 % des émissions liées à l'alimentation animale, le reste

¹ Méthodologie disponible sur demande.

² Ibid.

³ La ventilation par source des émissions issues de la production d'aliments pour le bétail est basée sur nos estimations de la production d'aliments pour le bétail par région géographique et sur les facteurs d'émissions dérivés par la Table ronde canadienne sur les cultures durables dans son [analyse des émissions de GES de 2017](#). La méthodologie complète est disponible sur demande.

provient des aliments destinés au porc et à la volaille. Ces émissions importantes issues de l'ensemble des formes de production animale industrielle sont souvent négligées.

À la lumière de ces données, il est clair que pour s'attaquer aux émissions élevées dues aux engrais azotés, nous devons également nous pencher sur le rôle du bétail et de l'élevage industriels afin qu'une plus grande partie de la production agricole soit consommée par des personnes plutôt que par du bétail, et que les matières premières destinées aux animaux ne dépendent pas des engrais fossiles. Des objectifs visant à réduire la production et la consommation de bétail industriel seraient un moyen important d'y parvenir. À l'échelle mondiale, Greenpeace appelle à une [réduction de 50 %](#) de la production de viande industrielle d'ici 2050. Les pays riches et grands consommateurs de viande comme le Canada ont la responsabilité particulière d'atteindre et de dépasser cet objectif.

4. Plafonner la production, et non seulement les émissions dues à l'application

Le Canada accueille un certain nombre d'entreprises transnationales qui contrôlent une [grande partie](#) de la production et de la distribution mondiales d'engrais azotés synthétiques, dont Koch Industries, Nutrien et Yara. Selon nos nouvelles recherches, environ 5,5 millions de tonnes⁴ de ces engrais sont produites ici chaque année. Les processus industriels pour les produire au Canada représentent environ 8 à 10 %⁵ de notre consommation de gaz naturel.

La plupart des engrais produits au Canada sont utilisés sur le marché intérieur, ce qui contribue à notre énorme dépendance. Une partie importante est toutefois exportée, notamment vers des pays comme l'Indonésie⁶, où elle entraîne également des émissions d'oxyde nitreux lors de son application et où l'huile de palme et d'autres grandes entreprises agroalimentaires représentent souvent [la plus grande part](#) des engrais synthétiques utilisés.

Une approche cohérente de la réduction des émissions dues aux engrais azotés nécessite également des objectifs de réduction de la production proportionnels aux objectifs de réduction des émissions. Sinon, nous pourrions nous retrouver dans une situation où le Canada, bien que prenant de petites mesures pour réduire les émissions d'engrais à l'échelle nationale, contribue à les accélérer dans le monde entier. Cette situation serait très rentable pour un petit nombre d'entreprises chimiques, mais elle ne serait tout simplement ni équitable, ni efficace.

5. Les gens ont besoin de nourriture, pas de carburant

⁴ Méthodologie disponible sur demande.

⁵ Alors que l'Association canadienne des producteurs pétroliers (ACPP) [affirme que](#) « nous utilisons environ 10 % de notre gaz naturel extrait pour créer de l'ammoniac pour les engrais », un [rapport de 2009](#) de Ressources naturelles Canada concluait à l'inverse que « l'industrie des engrais représente environ 8 % de la consommation de gaz naturel au Canada ».

⁶ Données disponible sur demande.

Les biocarburants peuvent être fabriqués à partir de cultures vivrières telles le soja, le canola ou le maïs. L'éthanol, par exemple, est un biocarburant employé comme additif à l'essence. Au Canada, il est produit en grande partie à partir de blé et de maïs. Brûler ces cultures vivrières pour en faire des biocarburants ne constitue pas une solution de remplacement durable à l'utilisation des combustibles fossiles, surtout lorsque ces cultures engendrent des émissions massives d'oxydes d'azote avant même d'être converties en carburant et brûlées.

Les biocarburants issus de cultures vivrières ne permettront pas d'éradiquer la faim dans le monde, et ils exacerberont la crise climatique en encourageant les émissions massives à de multiples étapes : au niveau du transport, de la production d'engrais, du dégagement d'oxyde nitreux et finalement de la combustion. Au lieu de stimuler la demande pour cette source d'énergie à forte intensité d'émissions qui favorise le gaspillage alimentaire, le gouvernement fédéral devrait se concentrer sur les sources d'énergie durables.

Les cultures devraient alimenter les gens et non les carburants.

6. Décoloniser l'agriculture

La solution à ces problèmes interreliés, issus de la colonisation et de la dépossession des terres autochtones à des fins lucratives, passe avant tout par le respect des droits et du savoir des peuples autochtones. Le gouvernement fédéral doit soutenir les producteurs d'aliments autochtones, y compris les chasseurs, ainsi que l'application holistique des connaissances autochtones essentielles dans les systèmes alimentaires et l'agriculture afin de décoloniser et de décarboniser les aliments que nous consommons.

Cela passe nécessairement aussi par un soutien total à la sécurité et à la souveraineté alimentaires de tous les peuples autochtones. En 2021, l'Assemblée des Premières Nations a publié les [Principales conclusions et recommandations à l'intention des décideurs](#) issues de la révolutionnaire Étude sur l'alimentation, la nutrition et l'environnement chez les Premières Nations (EANEPN). Toujours en 2021, l'Inuit Tapiriit Kanatami a publié une [stratégie globale pluriannuelle](#) visant à améliorer la sécurité alimentaire des Inuit dans le Nunangat inuit, la patrie des Inuit du Canada. Le financement intégral de ces stratégies et recommandations visionnaires est un impératif urgent pour la réconciliation. Il en va ainsi pour le respect de la gouvernance autochtone du territoire afin de maintenir des environnements, des cultures et des systèmes alimentaires sains.

7. Soutien aux agriculteurs en transition vers des pratiques biologiques

Les grandes entreprises pétrochimiques imposent un fardeau financier aux agriculteurs qui traitent leurs cultures avec leurs engrais artificiels très coûteux. Cela perpétue un modèle injuste et non durable d'agriculture à fortes émissions et susceptible aux perturbations de la chaîne d'approvisionnement dues aux maladies, aux guerres et aux changements climatiques.

Récemment, la fragilité de notre dépendance à l'égard des engrais de synthèse a été mise en lumière par la guerre en Ukraine – les prix ont grimpé en flèche, de même que les [profits records](#) des multinationales qui contrôlent leur production. Il est donc plus que jamais crucial de mettre fin à cette relation toxique et de passer enfin à des méthodes écologiques qui résistent aux perturbations. Il nous faut à tout prix rompre avec notre dépendance aux engrais fossiles et passer à des méthodes écologiques, résilientes face à de multiples perturbations et capables de répondre aux besoins alimentaires mondiaux.

L'agriculture biologique ou écologique est actuellement pratiquée par un nombre relativement restreint d'agriculteurs. L'agriculture biologique est caractérisée par une diversité de cultures, de plantes et d'animaux et par des pratiques qui imitent les systèmes naturels pour accéder aux nutriments nécessaires à la croissance. Nombre de ses pratiques et principes ont été élaborés grâce aux connaissances autochtones acquises au fil des millénaires. De nombreuses recherches témoignent des avantages environnementaux de l'agriculture écologique, notamment l'élimination du besoin d'engrais chimiques. Cela inclut le [dernier rapport du GIEC](#), qui identifie les avantages écosystémiques de l'agroécologie en termes de GES, de nutriments et autres.

Pour réduire les émissions dues aux engrais azotés de synthèse, le gouvernement devrait financer la construction d'installations de compostage et de semences biologiques, ainsi que des services de formation et de conseil en matière d'agriculture écologique. Renforcer les ressources gouvernementales à des fins d'agroforesterie, qui intègre les arbres dans les terres agricoles et peut réduire la dépendance aux engrais tout en fournissant des produits tels que des plantes médicinales, des noix, des fruits et de la résine. Les [légumineuses](#), telles que les pois, les lentilles et les pois chiches augmentent non seulement l'azote dans le sol, mais, lorsqu'elles sont produites selon des méthodes écologiques, peuvent fournir des protéines à faible taux d'émissions pouvant remplacer les viandes issues de l'élevage industriel.

Ce passage à des méthodes de production plus écologiques nécessite une transformation de nos systèmes alimentaires, de la production à la consommation. L'accès équitable à l'agriculture doit être assuré en soutenant en particulier les groupes historiquement marginalisés tels que les femmes, les jeunes producteurs ainsi que les communautés noires, autochtones et racisées afin de favoriser un avenir inclusif pour l'agriculture à faibles émissions.